

Géographie de la révolte syrienne

Fabrice Balanche ¹

En mars 2011, la Syrie a été elle aussi rejointe par le mouvement de contestation qui avait déjà fait déjà tomber les présidents tunisien et égyptien. La révolte est partie de Deraa, chef-lieu de province à 150 km au sud de Damas, puis elle s'est propagée aux villes côtières de Baniyas et Lattaquié, à la banlieue de Damas, à Homs, à Hama et aux petites villes non lointaines de Rastan, Talbisseh, Maaret al-Nouman, Jisr al-Choughour, Idleb, etc. pour atteindre en juillet la province de Deir ez-Zor. Il y a deux points communs entre les différentes zones qui défient le régime de Bachar al-Assad. Tout d'abord il s'agit d'espaces périphériques sur les plans politique et/ou économique à différentes échelles, du local au national : des provinces négligées dans le cadre du passage de l'économie socialiste à l'économie de marché ; des petites villes qui ont grossi trop vite et ne sont plus dotées comme dans le passé d'équipements publics ; des quartiers populaires. Ensuite, cette révolte ne concerne dans son immense majorité que des territoires arabes sunnites. Les Kurdes, sunnites eux aussi, manifestent dans leurs territoires, mais leur mobilisation est sans commune mesure avec celle de la révolte de 2004 quand ils s'étaient soulevés en masse contre le régime syrien. Quant aux minorités confessionnelles : druzes, ismaéliens, chrétiens et alaouites ², elles restent passives ou soutiennent Bachar al-Assad. Certes il ne faut pas caricaturer la situation et il y a des opposants dans toutes les communautés comme de nombreux supporters du régime dans la communauté arabe sunnite ³. Mais au regard de la géographie des révoltes, seuls les territoires arabes sunnites et de façon marginale les territoires kurdes se sont jusqu'à présent mobilisés contre le régime de Bachar al-Assad qu'ils présentent de plus en plus comme alaouite plutôt que baathiste, l'écran de fumée idéologique une fois dissipé.

La révolte syrienne est comparable aux événements de Tunisie et d'Égypte sur les plans social et économique, mais elle est aussi très différente en raison de son caractère communautariste. Les chercheurs en sciences sociales, et en particulier les Français pour qui le social ou le spatial prévalent sur les considérations ethniques et territoriales, renâclent à mobiliser les explications d'ordre communautariste. Les acteurs

1. Directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient, *Maison de l'Orient et de la Méditerranée*, Lyon.

2. Les non sunnites représentent moins de 20 % de la population syrienne : druzes à 3 %, ismaéliens 1 %, alaouites à 10 % et chrétiens à 5 %.

3. Les sunnites constituent 80 % de la population syrienne : arabes à 65 %, Kurdes à 15 % et Turkmènes à 1 % ; la minorité circassienne est aujourd'hui complètement assimilée aux arabes, en revanche les Kurdes et les Turkmènes résistent, en particulier par la langue, à l'arabisation.

de la contestation sont eux-mêmes mal à l'aise face au communautarisme qui les renvoie à une organisation de la société considérée comme archaïque et susceptible d'être instrumentalisée par les impérialismes occidentaux, à suivre Edward Saïd ⁴ et d'autres intellectuels tiers-mondistes, pour mieux dominer le Moyen-Orient. Bachar al-Assad ne dit d'ailleurs pas autre chose, avec signes inversés, dans ses discours : la Syrie serait victime d'un complot de l'étranger qui utilise le communautarisme pour arriver à ses fins. Un argument très paradoxal pour un régime qui s'appuie sur la fidélité de la minorité alaouite et sa propre capacité à diviser la communauté majoritaire.

Nous ne reviendrons pas dans cet article sur la structure du régime syrien, le communautarisme, le centralisme et les spécificités de la communauté alaouite ⁵ que nous avons déjà évoqués dans plusieurs publications ⁶. Il ne s'agit pas non plus de spéculer sur la date et les modalités de l'effondrement du régime de Bachar al-Assad. Le lecteur comprendra cependant à la lecture de cet article que le régime est condamné à terme, mais qu'il peut encore tenir plusieurs années tant que l'armée syrienne ne se désintègre pas. Notre propos consiste à identifier les causes de cette révolte, révélatrice de la crise du système de pouvoir en Syrie dont Bachar al-Assad a hérité de son père ⁷ à travers une approche spatiale « classique » pour nos esprits cartésiens et en un second temps par une analyse territoriale et par conséquent communautariste. Les deux approches sont complémentaires pour interpréter la complexité de la situation syrienne, mais également de l'ensemble des espaces où la société demeure organisée par du communautarisme au sens large, ce que les sociologues qualifient d'ethnicité ⁸ et qui peut recouvrir diverses formes d'organisation : confession, ethnie, tribu, clan etc. liés ou non à un territoire. Dans le cas syrien, le passage par le territoire est des plus éclairants : d'une part nous sommes face à une société où l'identité territoriale est extrêmement puissante, et le plus souvent corrélée à une identité confessionnelle et/ou ethnique ; d'autre part la géographie des révoltes exprime une crise territoriale qui risque de remettre en cause l'unité du pays ⁹.

LES TRANSITIONS ÉCONOMIQUE ET DÉMOGRAPHIQUE PRODUISENT UNE CRISE SOCIALE

L'analyse sociale des révoltes montre que ce sont plutôt les classes populaires qui alimentent le mouvement de révolte. Depuis vingt ans ¹⁰, la Syrie se trouve dans une

4. Dans son ouvrage de référence sur *L'orientalisme*, Edward Saïd dénonçait en effet le communautarisme comme une invention de l'Occident pour affaiblir les Arabes.

5. Cf. Fabrice Balanche, « Les Alaouites : une secte au pouvoir », *Outre Terre*, n° 14, mars 2006.

6. Cf. Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, Paris, 2006.

7. Cf. Flynt Leverett, *Inheriting Syria*, Washington, Brookings Institution Press, 2005.

8. Cf. Philippe Poutigniat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théorie de l'ethnicité*, Paris, Puf, 1995.

9. Cf. Fabrice Balanche, « L'État au Proche-Orient arabe entre communautarisme, clientélisme, mondialisation et projet de Grand Moyen-Orient », *L'Espace Politique*, 11, 2010/2, mis en ligne le 13 novembre 2010, <<http://espacepolitique.revues.org/index/1619.html>>.

10. En 1991, Hafez al-Assad promulgua la loi n° 10 destinée à libéraliser l'économie syrienne. Mais les réformes furent menées avec lenteur et dans l'hésitation jusqu'à sa mort en juin 2000. Bachar El-Assad allait donner une nouvelle impulsion à la libéralisation notamment en ouvrant le secteur financier au privé.

phase de transition économique. Elle tente de passer de l'économie dirigiste imposée par le parti Baath (panarabe et socialiste) après la révolution de 1963 à une économie de marché. La lenteur du processus est due à la crainte d'une explosion sociale mais aussi à une bureaucratie omniprésente qui n'entend pas être dépossédée de son pouvoir. Le régime est pourtant forcé de libéraliser l'économie pour répondre à la demande des entrepreneurs syriens sur lesquels il souhaite s'appuyer, mais également pour absorber les centaines de milliers de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail et auxquels l'État providence n'est plus capable d'assurer un emploi comme dans le passé. Car la Syrie se trouve aussi dans une phase de transition démographique critique. Après un demi-siècle de croissance naturelle galopante qui avait permis à la population syrienne de doubler tous les vingt ans, la natalité s'est enfin ralentie au milieu des années 1990. Mais les générations nées dans les années du pic démographique continuent d'arriver sur un marché du travail saturé et avec des prétentions en termes de pouvoir d'achat supérieures à celles de leurs aînés. Or, les créations d'emplois dans les services privés ne compensent pas les pertes d'emplois dans l'agriculture et l'industrie ¹¹.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad, la Syrie s'est ouverte aux investissements étrangers. Les sociétés immobilières du Golfe ont largement investi dans des projets immobiliers à Damas et sur la côte, mais cela a créé peu d'emplois et engendré beaucoup de frustrations. Car la libéralisation économique de Bachar al-Assad creuse les écarts de revenu au sein de la société. Elle génère une croissance économique captée par une minorité d'affidés, mais n'engendre pas de développement comme dans les pays émergents.

Ce nouveau contexte économique remet en cause l'organisation socio-spatiale héritée de la période baathiste qui se voulait plus égalitariste en favorisant les périphéries dont le nouveau personnel politique était issu ¹². En revanche la génération Bachar est née à Damas, elle n'a que faire des périphéries et des petites villes où le parti Baath avait sa base sociale. L'État n'a plus la volonté ni les moyens de financer la politique d'aménagement du territoire précédente. Oubliant du même coup qu'il s'agissait aussi d'une politique sécuritaire. À titre d'exemple, le IX^e plan qui préconisait le développement du Nord-Est syrien à la suite de la révolte kurde de 2004 ne s'est nullement matérialisé sur le terrain.

L'ÉTAT DÉINVESTIT LE TERRITOIRE

La révolte syrienne est partie du Hauran, région agricole entre Damas et la frontière jordanienne. Plusieurs médias ont présenté cette région comme traditionnel-

11. Cf. Samir Aita, *Labour Market Policies and Institutions, with a Focus on Inclusion, equal Opportunity and the Informal Economy. The Case of Syria*, Étude pour l'Organisation Internationale du Travail, <www.economists-arabes.org/Cercle_des_economistes_arabes/Samir_Aita.html>.

12. Cf. Alasdair Drysdale, *Center and Periphery in Syria: A Political Geographic Study*, thèse de doctorat, Université du Michigan, Chicago, 1977.

lement rebelle, ce qui est totalement faux. Les populations du Hauran soutenaient le régime syrien car elles ont bénéficié, comme l'ensemble de la campagne syrienne, de la réforme agraire¹³. Ce grenier à blé était dans le passé dominé par les grands propriétaires terriens et les commerçants de Damas qui accaparaient la rente foncière. Lors de la réforme agraire, la terre fut distribuée aux paysans et toute une série d'organismes destinés à briser la dépendance des paysans à l'égard des anciens grands propriétaires, bien souvent commerçants en produits agricoles, furent institués par l'État. Le niveau de vie des paysans du Hauran s'améliora nettement, ce qui les amena à soutenir le régime d'Hafez al-Assad, lequel dispensait généreusement les services publics à sa clientèle rurale. De nombreux villages furent promus au rang de villes grâce aux investissements publics et la petite ville de Deraa, bourgade frontalière, devint un centre régional de services. La population de la région s'est accrue rapidement en raison d'une forte natalité, passant de 180 000 habitants en 1960¹⁴ à 900 000 en 2010¹⁵. Le Hauran a fourni de nombreux cadres au régime baathiste, dont Farouk al-Charah, longtemps ministre des Affaires étrangères et aujourd'hui vice-président¹⁶.

L'accession de Bachar al-Assad au pouvoir coïncide avec l'arrivée à l'âge adulte de la troisième génération de bénéficiaires de la réforme agraire. Les exploitations agricoles ont été divisées et sont désormais insuffisantes pour nourrir une famille, malgré le passage de la céréaliculture à l'arboriculture et au maraîchage. Par ailleurs, la surexploitation des nappes phréatiques a conduit le ministère de l'Agriculture à interdire les nouveaux puits et à fermer les nombreux puits illégaux. Cette mesure engendrant un des principaux motifs de mécontentement car elle prive les ruraux de leur source majeure de revenus et entraîne de multiples frustrations dès lors que la règle ne s'applique pas avec une fermeté égale aux proches du régime. La baisse du revenu agricole ayant des répercussions sur l'économie urbaine peu diversifiée et incapable de résorber le sous-emploi rural. La situation du Hauran contraste avec sa prospérité dans les années 1970 et 1980 et elle est comparable à celle des autres zones rurales autrefois favorisées par le régime baathiste et depuis négligées, mais le changement y est ressenti avec plus d'acuité du fait de la proximité avec Damas.

Le problème de l'eau¹⁷ est général à toute la Syrie. Un plan de modernisation des techniques d'irrigation a été lancé en 2005 pour réduire la consommation d'eau agricole, mais les mesures adoptées dans ce cadre sont discutables car elles favorisent plutôt les grands propriétaires et provoquent une destruction massive d'emplois dans le Nord-Est, principale région céréalière de Syrie. Par ailleurs, ce programme ne résout en rien le problème de la gestion des ressources qui exige des investissements

13. Excepté la province de Hassakeh.

14. Recensement de 1960.

15. Estimation à partir du recensement de 2010.

16. Farouk al-Charah a été chargé par Bachar al-Assad de présider le comité pour le dialogue national dans le but de faire accepter le programme de « réformes » par l'opposition. Le fait qu'il soit originaire du Hauran n'est pas un hasard.

17. Cf. Fabrice Balanche, « La pénurie d'eau en Syrie : compromis géopolitiques et tensions internes », *Maghreb-Mesherif*, septembre 2008.

publics massifs : réhabilitation du réseau d'irrigation, retraitement des eaux usées, construction de nouveaux barrages de rétention etc. ainsi qu'une politique tarifaire contraignante dans les périmètres irrigués. La plaine du Ghab, autrefois modèle de développement agricole ¹⁸, est aujourd'hui dans une situation critique, car le débit de l'Oronte a été fortement réduit en raison de prélèvements massifs en amont (Homs et Hama). La direction de l'irrigation du Ghab fermant les yeux sur le développement des puits illégaux dans les périmètres irrigués car elle ne parvient plus à alimenter ces derniers. Mais tout comme dans le Hauran, la tolérance de l'administration bénéficie davantage aux proches du pouvoir. Les puits illégaux sont plus nombreux dans le Sud et l'Ouest du Ghab, peuplés d'alaouites, que dans le Nord et l'Est, zones pourtant moins bien dotées en eau mais dont la population est sunnite. Le fait que le responsable de la direction de l'irrigation du Ghab soit un membre de la famille Assad ¹⁹ n'est sans doute pas un hasard dans cette discrimination.

Dans le Nord-Est de la Syrie la situation du monde rural rappelle *Les raisins de la colère* de John Steinbeck. Les prélèvements d'eau en Turquie et la surconsommation syrienne créent un déficit structurel accentué depuis 2006 par plusieurs années de sécheresses. Le Khabour serait à sec s'il n'était alimenté par des pompes qui puisent dans les nappes phréatiques. La superficie des zones cultivées dans la province de Hassakeh se sont réduites de 25 % entre 1995 et 2008 ²⁰. Le plan de modernisation des techniques d'irrigation est ici très en retard en raison de blocages bureaucratiques divers ²¹. Pour sauver la région de la désertification, le gouvernement a un projet gigantesque de transfert d'eau du Tigre vers le Khabour grâce à un accord récent avec la Turquie. Le coût du projet s'élève à 2 milliards de dollars et pourrait être achevé en 2020 si la Syrie obtient des financements internationaux pour le réaliser. En attendant, le régime espère que le ciel sera généreux avec les agriculteurs. Paradoxalement la province de Hassakeh est peu touchée par la contestation ; sans doute faut-il attribuer cette modération au stationnement d'un important dispositif policier depuis la révolte kurde de 2004 et justement à la présence kurde, mais n'anticipons pas sur les explications communautaristes. À l'échelle de la Syrie, la crise agricole dans la Djézireh contribue au mécontentement général, car plusieurs centaines de milliers d'habitants ont quitté cette région au cours des années 2000 pour aller s'installer dans les quartiers informels d'Alep et de Damas.

Les campagnes, traditionnellement fidèles au régime, ne se sont pas retournées contre lui. Car la misère rurale s'est en fait transportée en ville où les ruraux s'efforcent de trouver du travail. En revanche de nombreuses petites villes se sont révoltées : Talbisseh, Daël, Jafass ou Souran, ces petites villes et bourgs ruraux étant

18. Cf. Françoise Métral, « Le monde rural syrien à l'ère des réformes (1958-1978) », in André Raymond (éd.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, Editions du CNRS, 1980, p. 297 - 323.

19. Enquête à Hama, janvier 2011.

20. Statistiques du ministère de l'Agriculture, janvier 2011.

21. Dans la province de Hassakeh, la plupart des exploitants agricoles ne sont en fait pas propriétaires des terres qu'ils cultivent et ils ne purent en conséquence bénéficier des prêts pour acquérir du matériel d'irrigation jusqu'en 2011 où ce droit leur a été consenti.

négligés par les pouvoirs publics. Dans les années 1970-1980, le régime baathiste avait favorisé l'émergence d'une strate de petites villes dans la campagne. Les promotions administratives et les équipements publics liés à cette nouvelle fonction contribuèrent à leur dynamisme économique²² et à la création d'emplois publics. Le nombre de *mantiqa* (département) passa entre 1960 et 1994 de 40 à 70, mais à partir de là plus aucun nouveau bourg ne fut promu alors que dans le même temps la population passait de 14 à 22 millions d'habitants²³ et que le nombre d'agglomérations ayant franchi la barre des 20 000 habitants²⁴ doublait presque²⁵ sans que leur statut administratif ne change. Ces dernières sont par conséquent sous-équipées car les équipements publics sont distribués en fonction du statut administratif, ce qui signifie également moins d'emplois dans le secteur public. Une absence de soutien public qui n'est pas compensée par le développement d'activités privées du moment où la modernisation des transports réduit leur attraction commerciale au profit des métropoles régionales. Les villes moyennes²⁶ comme Jisr al-Choughour, Maaret al-Nouman, Mayadin ou Rastan, chefs-lieux de *mantiqa*, connaissent un processus de déclassement en faveur des métropoles régionales car les investissements privés sont loin de compenser le désengagement de l'État.

Le nouvel espace syrien ressemble à celui qui précédait la période baathiste puisqu'il se concentre sur les grandes métropoles de l'axe Damas-Alep avec des extensions vers la côte, Tartous et Lattaquié étant devenus les annexes techniques de l'intérieur grâce à leur infrastructure portuaire, et vers le Nord-Est : Raqqa, Deir ez-Zor, Hassakeh et Qamishli, pôles intermédiaires qui assurent le drainage des ressources locales vers le centre. La mutation de l'espace syrien se traduit cependant par une crise socio-spatiale que le régime n'avait nullement anticipée et dont il n'a peut-être même pas conscience.

LES ÉCARTS DE RICHESSE PROVOQUENT UNE CRISE URBAINE

L'opposition centre-périphérie à l'échelle de la Syrie se manifeste également à l'échelle locale puisque les périphéries des métropoles du pays sont touchées par le mouvement de contestation. Ce qui traduit une opposition sociale entre quartiers populaires et « beaux quartiers ». À Lattaquié, la révolte est partie du quartier le plus pauvre de la ville, Ramel Falestini, fondé à l'origine par des réfugiés palestiniens de 1948 mais depuis occupé par des Syriens pauvres. Les manifestants ne sont pas parvenus à s'emparer des places centrales de la ville car les classes moyennes et supé-

22. Cf. Fabrice Balanche, « Le Djébel Ansaryeh : une montagne assistée », *Montagnes Méditerranéennes 14*, CERIMORHA (Centre d'Études et de Recherches sur les Montagnes Sèches et Méditerranéennes), 2001, p.133-192.

23. Estimation de la population en 2010 d'après le recensement de 2004 qui comptabilisait 15 millions d'habitants.

24. Le seuil à partir duquel il y a ville en Syrie.

25. Selon le recensement de 1994, 67 agglomérations dépassaient les 20 000 habitants ; elles étaient 125 en 2004.

26. Où la population dépasse les 40 000 habitants.

rieures ne se sont pas solidarisées avec eux. Ce qui est indicatif d'un net clivage social matérialisé dans l'espace²⁷. L'agglomération de Damas représentant le meilleur exemple de cette opposition entre groupes socio-spatiaux.

La banlieue de Damas connaît un mouvement de révoltes endémiques depuis mars 2011, Douma ayant été soumise à un blocus de l'armée syrienne ; avec plus de 100 000 habitants²⁸, cette ville présente comme toutes les autres une croissance démographique forte²⁹. Au rythme actuel de l'urbanisation, la Ghouta³⁰ aura pratiquement disparu en 2020. L'essentiel des constructions sont illégales avec un ou deux étages car il faut construire vite et avec peu de moyens. L'agglomération fait tache d'huile sur des terres agricoles submergées par le béton. Les plans d'aménagements urbains qui voient très lentement le jour ne sont pas appliqués. La population n'a d'autre choix que de construire dans l'illégalité et de négocier ensuite avec les autorités publiques l'accès aux services urbains et un éventuel permis moyennant finance et allégeance politique³¹. Il y avait en principe planification au nord de Damas sur des terrains incultes au-delà du Jebel Qassioun pour préserver les terres fertiles de la Ghouta. Mais pour diverses raisons - méconnaissance des processus d'urbanisation, difficulté d'accéder au logement formel, corruption, etc. - plus de 80 % de l'extension urbaine s'est effectuée dans la Ghouta. Les quartiers nord ont attiré des classes moyennes liées au secteur public, qui disposent d'un salaire régulier et qui peuvent bénéficier d'aides au logement. Les quartiers modernes de cette zone sont ainsi surtout peuplés par des familles de fonctionnaires venues des autres provinces. L'analyse de la répartition des emplois public/privé illustrant parfaitement le clivage entre le Nord-Ouest et le Sud-Est de l'agglomération, c'est-à-dire entre le nouveau Damas, fidèle au régime, et la Ghouta qui manifeste violemment.

Le centre de Damas est préservé de la contestation. La bourgeoisie syrienne soutient un régime censé lui assurer la paix sociale et par conséquent la prospérité. Les manifestations de soutien à Bachar al-Assad sont organisées avec l'appui des principaux hommes d'affaires du pays qui octroient des jours de congés à leurs employés et financent les réjouissances comme ce fut le cas pour le grand meeting place des Omeyyades avec le chanteur Georges Wassouf³². Bachar al-Assad s'efforce de faciliter le climat des affaires en Syrie. Il a ouvert la porte aux investissements du Golfe à l'origine de nombreux projets immobiliers dans l'agglomération de Damas, supprimé le contrôle des changes, autorisé les banques privées, etc. La croissance économique syrienne s'est alors nettement redressée et bénéficie à une minorité enrichie

27. Cf. Alain Reynaud, *Société, espace et justice*, Paris, PUF, 1981.

28. Recensement de 2004.

29. Après avoir atteint 5 % par an dans les années 1980, la croissance démographique de la banlieue sud est tombée à 3,5 % par an depuis le milieu des années 1990, avec tout de même un doublement de la population en 15 ans.

30. Une ghouta est une oasis créée par une rivière éphémère, en l'occurrence la Barada pour Damas.

31. Cf. Fabrice Balanche, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences de l'État », *Revue de géographie de l'Est*, octobre 2010, <<http://rge.revues.org>>.

32. Georges Wassouf est un chanteur originaire d'un village chrétien du Sud du Jebel Ansariyah. Il réside actuellement aux États-Unis ; lors du concert donné à Damas, il a notamment chanté Baadak Ya Watani (après toi, ma Patrie).

qui a tout intérêt à le soutenir. Les associations caritatives financées en grande partie par cette minorité contribuent à minorer le coût social de la transition économique, mais leur action reste insuffisante face à l'ampleur de la dégradation sociale. En 2007, un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) indiquait que la pauvreté touchait 33 % des Syriens et que 12,3 % étaient extrêmement pauvres. Pour l'économiste syrien Nabil Sukkar, « En Syrie, l'écart de richesse se creuse »³³.

Le xi^e plan (2011-2015) a fait de la réduction de la pauvreté et de la création d'emploi ses objectifs majeurs qui ne peuvent toutefois se décréter. En 2007, Bachar al-Assad affirmait que le tourisme, soit « le nouveau pétrole de la Syrie », allait créer deux millions d'emplois à l'horizon 2020. Il est clair que le régime est aveugle ou à court d'idées pour résoudre le problème du chômage en Syrie. La situation sociale a engendré un énorme sentiment de frustration chez les jeunes, d'où la puissance de la contestation dans les banlieues populaires : « Que deviendra cette génération qui ne peut s'offrir les biens de consommation étalés dans les vitrines ? Elle est prête à verser dans l'extrémisme » ; et puis « La crise sociale pourra être le déclencheur mais elle s'exprimera en termes communautaires »³⁴.

UNE RÉVOLTE LIMITÉE AUX TERRITOIRES SUNNITES

Le social n'explique pas tout. En 1979, Elisabeth Picard publiait dans *Maghreb-Machrek* un article intitulé : « Existe-t-il un problème communautaire en Syrie ? ». Le Liban était en pleine guerre civile entre communautés confessionnelles. La Syrie, elle, connaissait des violences, mais sa situation n'était pas comparable à celle du voisin ; le communautarisme ne s'y était pas exprimé avec la même vigueur et le régime d'Hafez al-Assad avait réussi à surmonter la contestation. Aujourd'hui il convient de poser à nouveau la question, car l'analyse de la géographie des révoltes suggère que le problème existe malgré les dénégations officielles du régime comme de l'opposition. Les territoires de la révolte sont exclusivement sunnites, et plus précisément en croisant avec le critère ethnique : arabes sunnites, c'est-à-dire ceux de la communauté dominante. Les manifestations qui ont eu lieu à Lattaquié et à Baniyas n'y concernaient que les quartiers sunnites, tout comme d'ailleurs à Homs. Dans la banlieue de Damas, les villes et quartiers peuplés par les minorités confessionnelles – druzes, chrétiens, ismaéliens et alaouites – sont restés en dehors du mouvement de contestation. Les manifestations à Jdaydeh Artouz, ville druzo-chrétienne, et à Bab Touma, quartier chrétien de Damas, ont été le fait des sunnites résidant dans ces zones devenues mixtes ou venant du voisinage ; la population d'origine s'est aussitôt mobilisée pour défendre le territoire contre ce qui était considéré comme une

33. *Syria Today*, mai 2010.

34. Cf. Caroline Donati, *L'exception syrienne*, Paris, La découverte, 2009.

agression. La défense du territoire face à l'agression semble être la cause de toutes les parties. Le régime affirmant que la Syrie est victime d'un complot étranger, ce qui l'oblige à déployer l'armée dans les zones frontalières³⁵. Les habitants de Hama, Deraa, Douma et des différents quartiers en révolte à Damas défendent leur territoire contre l'agression de l'État. Car ce dernier n'est pas considéré comme l'émanation du peuple syrien mais de plus en plus comme confisqué par la minorité alaouite.

LA PÉRIPHÉRIE DU TERRITOIRE ALAOUITE

Baniyas, Lattaquié, Tell Kalakh, Homs, Hama, Rastan, Maaret al-Nouman, Jisr al-Choughour ? Y a-t-il un lien entre la puissance de la révolte et la proximité du territoire alaouite ? Même si les slogans clamés dans les manifestations restaient confessionnellement neutres – à condition de tenir pour laïques *Allah, Sourya, hourya*³⁶, *Allahou Akbar*³⁷, *La Allah Ila Allah*³⁸ –, il apparaît clairement que la domination du pays par des alaouites fait désormais l'objet d'une franche contestation des musulmans sunnites.

En Syrie, les alaouites occupent un territoire continu entre la Méditerranée et l'Oronte qui correspond au Jebel Ansaryeh et aux plaines périphériques qui l'entourent. Il y a également une zone de peuplement alaouite discontinuée à l'est de l'Oronte, qui s'est établie au XIX^e siècle lorsque les grands propriétaires terriens de Homs et de Hama reconquirent les terres agricoles à la limite de la steppe, faisant notamment appel à des métayers alaouites. Communauté ostracisée par les sunnites et les autorités ottomanes qui ne la considéraient pas comme musulmane et faisant partie de l'Umma, les alaouites étaient interdits dans les villes, lieux de pouvoir peuplés de musulmans sunnites et d'une minorité chrétienne. C'est seulement avec le mandat français (1920-1945) que les alaouites commencèrent à s'installer en ville ; et c'est sous le régime baathiste qu'ils purent occuper des postes de responsabilités dans ces mêmes villes. Aujourd'hui Lattaquié est une ville à majorité alaouite, tout comme Baniyas, Jablah et Tartous. A Tell Kalakh, la majorité de la population demeure sunnite ; à Homs les alaouites ne dépassent pas le quart de la population ; quant à Hama, Jisr al-Choughour ou Maaret al-Nouman, ils sont pratiquement absents de ces villes franchement hostiles à leur communauté.

L'animosité des sunnites à l'égard des alaouites a grandi au cours des dernières décennies à cause d'un favoritisme d'État d'autant plus durement ressenti aujourd'hui que les difficultés économiques augmentent, que l'État se désengage inégalement des territoires. Les alaouites demeurant privilégiés grâce à leur meilleure intégration dans

35. Bachar El Assad redoute particulièrement l'instauration d'un corridor humanitaire à la frontière turque sur le modèle « Benghazi » ; une hypothèse évoquée publiquement par la presse turque en juin 2011.

36. « Dieu, Syrie, liberté » !

37. « Dieu est le plus grand » !

38. « Il n'y a d'autre Dieu que Dieu » !

les réseaux du pouvoir dont ils dominent l'appareil sécuritaire. Ils ont plus de facilités pour intégrer le secteur étatique, obtenir des crédits immobiliers ou agricoles, et jouissent de passe-droits, les sunnites exaspérés ne supportant pas cette revanche de l'histoire. À Baniyas, une des principales revendications des manifestants était la création de 3 000 postes à la raffinerie pour résorber le chômage massif de la jeunesse sunnite. À Lattaquié, les notables sunnites convoqués à la suite des émeutes par le gouverneur ont fait part de leur amertume dès lors que tous les postes de responsabilité dans l'administration étaient occupés par des alaouites. La répression des mouvements de contestation par les *šabīḥāt* (milices alaouites) et le *mukhabarat* (services de renseignement également alaouites) n'ont fait qu'exacerber au cours des derniers mois le rejet de la communauté au pouvoir. La répression qui s'est abattue sur la petite ville de Tell Kalakh dont plusieurs milliers d'habitants sunnites ont été contraints de se réfugier au Liban s'apparente à un processus d'épuration ethnique au profit des alaouites dans une logique de construction territoriale.

Les alaouites considèrent leur région d'origine comme un territoire refuge dans lequel ils se trouveraient en sécurité s'il y avait guerre civile. Les investissements immobiliers massifs dans les villes et villages de la région de la part d'alaouites installés dans les villes de la Syrie sunnite ne relèvent pas d'un simple attachement à l'espace d'origine, mais bien d'une démarche sécuritaire. Les recensements de 1994 et 2004 indiquent pour la région alaouite un solde migratoire positif alors qu'elle était la principale zone d'émigration intérieure depuis la prise du pouvoir par le Baath en 1963. Ce qui témoigne d'un retour des retraités dans leur région d'origine, mais aussi de celui de leur descendance qui ne parvient pas à s'intégrer à Damas, Alep et dans les autres villes où leurs parents ont fait carrière. Lors de la révolte des Frères musulmans en 1979-1982, période durant laquelle les alaouites étaient systématiquement pris pour cible, la région alaouite avait déjà joué ce rôle de refuge pour les alaouites d'Alep, originaires du sandjak d'Alexandrette et qui avaient émigré à Alep après la cession du territoire à la Turquie en 1939. Des milliers de villageois alaouites de la région d'Idleb furent également contraints de se réfugier à Lattaquié, dans le quartier de Datour-Besnada, parce que leurs villages et hameaux isolés au milieu de la campagne sunnite étaient menacés par la contestation islamiste. Il n'est pas surprenant que lorsque la répression s'est abattue sur la région de Jisr al-Choughour en juin 2011, poussant une dizaine de milliers de personnes à se réfugier en Turquie, les villages alaouites de la région aient reçus des armes du régime pour se défendre contre d'éventuels attaques. Ce qui n'a fait que renforcer le clivage communautaire et la discontinuité territoriale entre alaouites et sunnites. La fragmentation du territoire ³⁹ syrien se matérialisant sur des lignes communautaires à l'échelle nationale comme à l'échelle urbaine.

39. Cf. Fabrice Balanche, « La fragmentation spatiale en Syrie : entre patrimonialisme et communautarisme rampant », *Revue de l'économie méditerranéenne*, 2005.

LES VILLES SCINDÉES ET ENCERCLÉES

Il existe en Syrie deux modèles de ville qui correspondent à la mosaïque communautaire du pays et au système de contrôle que le régime lui impose. Tout d'abord le modèle de ville scindée, comme Lattaquié, Baniyas, Homs et autres agglomérations où deux importantes communautés se partagent le territoire. L'une correspond aux citoyens d'origine, la seconde aux ruraux. Dans les cas cités précédemment il s'agit des sunnites et des alaouites, mais dans d'autres villes comme Alep, Raqqa et celles de la Djézireh, ce sont les arabes et les Kurdes. La dualité du clivage étant tempérée par la présence d'un quartier chrétien et de quartiers mixtes habités par des classes moyennes liées à l'État, de même bien sûr que la bourgeoisie qui n'a guère de problème de coexistence communautaire. L'espace public est marqué par le souk central mais chaque communauté a aussi ses polarités commerciales. Le deuxième modèle est celui de la ville encerclée comme Damas et Hama. Les sociétés citadines résistent à l'arrivée des ruraux et le régime ne dispose pas du réservoir démographique susceptible de rééquilibrer le rapport de force ; il encercle donc la ville par l'installation de sa clientèle en périphérie. Nous avons bien sûr des cas de figure mixtes entre les deux archétypes : Alep est une ville à la fois scindée et encerclée ; La ville est aujourd'hui divisée entre arabes et Kurdes tandis que des populations fidèles sont installées dans des quartiers périphériques proches des axes vitaux. Les grandes agglomérations ne constituent donc pas un territoire unique mais un ensemble de territoires rivaux.

Damas est le modèle type de la ville encerclée. Hafez al-Assad pensait que qui tenait Damas tenait la Syrie et s'était par conséquent efforcé de construire de bonnes relations avec la bourgeoisie damascène pour gagner son soutien. Bachar al-Assad a poursuivi cette politique, tout en réactivant Alep car il est dans l'intérêt du régime de maintenir une certaine concurrence entre les deux métropoles rivales de façon à éviter que la bourgeoisie damascène ne monopolise l'économie syrienne. Sur le plan sécuritaire, Hafez al-Assad avait ceinturé Damas avec des camps militaires permettant d'isoler la ville en cas d'émeutes dans le reste de la Syrie. Des quartiers alaouites se sont donc développés en périphérie de Damas puisque l'essentiel des militaires, accompagnés de leurs familles, sont alaouites. Les fonctionnaires civils et autres migrants venus de la côte se sont installés à proximité de ces camps militaires où la solidarité familiale et villageoise leur assurait un logement. Rares sont ceux qui s'installèrent dans les quartiers sunnites ; les plus fortunés préféraient les quartiers chrétiens de Bab Touma et de Koussour. Les villages druzo-chrétiens de la Ghouta : Jeramana, Jdaydeh Artouz et Sahnaya constituent également des pôles d'attraction pour les alaouites. En revanche les villages et petites villes sunnites, telles Douma ou Daraya sont évitées car la société conservatrice refuse les étrangers et impose un style de vie islamique. Ce sont précisément ces territoires qui sont à la pointe de la contestation contre le régime tandis que les territoires non sunnites lui demeurent fidèles.

Le dispositif sécuritaire permet au régime d'isoler les territoires rebelles et d'éviter la formation d'une « banlieue verte ⁴⁰ » ; mais pour combien de temps ?

Homs est comme Lattaquié, Baniyas et Jablah une ville confessionnellement scindée. La métropole du Centre de la Syrie est représentative de la mosaïque communautaire de cette région. Depuis les années 1950 elle a pris le pas sur sa voisine Hama ⁴¹, conservatrice et peu accueillante à l'égard des ruraux, qu'ils soient sunnites, alaouites, chrétiens ou ismaéliens. Homs compte environ 25 % d'alaouites, 10 % de chrétiens, moins de 1 % d'ismaéliens et de chiites duodécimains pour plus de 64 % de musulmans sunnites ⁴². Les alaouites vinrent à Homs, tout comme dans les villes côtières, depuis le mandat français, et ils s'installèrent dans des quartiers périphériques au Sud et à l'Est. Les chrétiens, population d'origine renforcée par des ruraux, possèdent un quartier historique au centre-ville à partir duquel ils se sont étendus vers l'Est. L'Ouest de la ville est plus aisé que la partie orientale occupée par les ruraux venus des marges steppiques. La mixité confessionnelle est plus forte dans la partie ouest tandis que dans le reste de la ville chaque quartier a une identité communautaire affirmée. Les affrontements communautaires qui ont eu lieu début juillet 2011 à Homs, faisant plusieurs dizaines de morts, se sont déroulés précisément sur les limites des quartiers alaouites et sunnites. L'armée syrienne s'est ensuite déployée sur ces lignes de séparation et a cerné les quartiers sunnites du Nord, considérés comme le fief de la rébellion à Homs. Une situation qui ressemble étrangement ce que décrivait Michel Seurat à propos de Tripoli ⁴³ durant la guerre civile libanaise quand le quartier sunnite de Bab Tebban affrontait celui, alaouite, de Baal Mohsen ⁴⁴. Les affrontements n'ont pas eu lieu dans les quartiers aisés mais entre quartiers populaires où l'endogamie communautaire est forte, l'appartenance au quartier vous conférant une réelle identité.

LA FRAGMENTATION TERRITORIALE EMPÊCHE UNE RÉVOLTE GÉNÉRALISÉE

La défense du territoire est en Syrie un leitmotiv qu'il s'agisse du territoire national ou du territoire local. Selon le régime, la Turquie veut s'emparer du Nord, Israël veut conserver le Golan, les Kurdes veulent faire sécession, etc. Au niveau local, l'insécurité a mis en valeur la discontinuité territoriale au sud entre Hauran sunnite

40. À Damas, on ne peut guère parler de banlieue rouge mais plutôt d'une banlieue verte car dominée par les islamistes.
41. Cf. Mohamed Al Dbiyat, *Homs et Hama en Syrie centrale*, Damas, Institut français d'études arabes de Damas (Ifrao), 1995.

42. Estimation personnelle établie à partir du recensement de 2004 et d'enquêtes de terrain. L'estimation des alaouites à 40 % en 1995 relève de l'exagération ; et tant la croissance naturelle postérieure que l'émigration en direction de la ville n'ont pas bénéficié aux alaouites ; d'où notre divergence avec Alain Cheuet, « L'espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir », *Maghreb-Machrek*, n°147, 1995, p. 83-119.

43. Cf. Michel Seurat, « Le quartier de Bâb Tebbâné à Tripoli : étude d'une assemblée urbaine », in Pierre-Yves Fichoux (éd.), *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC), 1985, p. 45-86.

44. Les affrontements entre les deux quartiers n'ont jamais cessé. Depuis 2005, les échanges de tirs ont repris et la crise syrienne ne fait qu'exacerber la tension.

et Jebel druze. La Syrie construite par les Assad n'est pas un État nation ni même un État-territoire mais un État-territoires. Certes, une administration centrale y exerce, ou plutôt y exerçait avant la crise son autorité sur l'ensemble du pays contrairement au Liban où des territoires échappent à l'autorité de l'État, mais le régime est en perpétuelle négociation avec les sociétés locales. Ce n'est pas par le canal institutionnel des assemblées élues que se déroule ce dialogue puisque ces dernières ne sont pas représentatives⁴⁵, mais avec les notables, représentants des tribus, des communautés ou des groupes économiques qui sont les interlocuteurs du président et du gouverneur. Les mois qui précèdent Bachar al-Assad a limogé les gouverneurs qui ne parvenaient pas à rétablir le dialogue avec les notables. À Hama le gouverneur a été remplacé en juin 2011 par un hamoui alors que la règle veut que le gouverneur ne soit pas originaire de la région où il est en poste de façon à éviter les collusions ; c'est que désormais la priorité va au capital territorial pour tenter de rétablir l'ordre.

La révolte syrienne a commencé à Deraa et s'est propagée rapidement dans l'ensemble du Hauran sunnite. Mais elle s'est arrêtée à la frontière de la province de Soueida peuplée de druzes et de chrétiens. Le Jebel druze est pourtant une zone traditionnellement rebelle : en 1924, la grande révolution syrienne contre l'occupant français partit de cette montagne sous la direction de Sultan al-Atrash ; en 1967 les druzes se soulevèrent contre le régime baathiste et Soueida faillit subir le sort de Hama ; en 2001, enfin, une querelle de voisinage entre sédentaires druzes et Bédouins sunnites allait dégénérer en manifestation contre le régime de Bachar et fut sévèrement réprimée. Depuis mars 2011, le Jebel n'a pourtant connu que quelques petites manifestations notamment lors de la commémoration de la révolte de Sultan al-Atrash, mais il ne s'est pas du tout solidarisé avec les habitants sunnites de Deraa.

Le cas d'Alep paraît également surprenant car la grande métropole du Nord de la Syrie est restée à l'écart elle aussi du mouvement. Certes la bourgeoisie alépine, punie pendant dix ans par le régime pour avoir soutenu les Frères musulmans, tempère le mouvement de contestation ; mais ici se révèle aussi premier facteur – une défiance des Alépins à l'égard de la campagne. Lorsque l'opposition a appelé Alep à se réveiller le 30 juin 2011 – « vendredi du volcan d'Alep » –, demandant à tous les habitants de la province de converger vers la métropole, elle a commis une grave erreur, car c'était négliger la permanence du fort clivage ville-campagne. L'identité alépine s'était construite par opposition à Damas, la capitale, mais aussi contre la campagne (petites villes comprises). Deuxième facteur pouvant expliquer la passivité d'Alep et plus généralement du Nord de la Syrie – Alep, Raqqa et Hassakeh –, la présence de la population kurde, au contraire de la province de Deir Ez Zor qui s'est, elle aussi, illustrée par un fort mouvement de contestation. Les Kurdes craignent qu'une révolte de leur fait ne provoque à terme une répression aussi bien par l'actuel régime que par son successeur. Les quelques mouvements de protestation enregistrés à Qamishli,

45. Cf. Fabrice Balanche, « Les municipalités dans la Syrie baathiste », *Revue Tiers Monde*, n°193, janvier-mars 2008.

Ras El-Aïn et autres villes à majorité kurde sont surtout destinés à obtenir des avantages corporatistes comme la naturalisation des *bidoun*⁴⁶. Les Kurdes ont le souvenir cuisant de la répression de 2004 par la Garde républicaine aidée par les tribus arabes dans la région de Hassakeh, sans que cela provoque un quelconque mouvement de solidarité au sein de la population syrienne. Le nationalisme arabe avait joué contre ce qui fut considéré comme de l'irrégentisme kurde ; un soulèvement des régions kurdes pourrait d'ailleurs redonner une légitimité au régime de Bachar al-Assad en lui permettant de se poser en garant de l'unité nationale face au complot de l'étranger. Quant aux arabes, ils craignent à l'inverse que le régime n'utilise les Kurdes pour les réprimer s'ils se soulèvent. Le régime a eu également l'habileté d'acheter les chefs de tribus de la région pour obtenir la paix sociale. Pour l'instant, dans le Nord la mixité ethnique neutralise le mouvement, mais il basculerait complètement dans le camp de l'opposition si cette dernière l'emportait dans le reste du pays.

LA DÉMOCRATIE SUNNITE FINIRA PAR EMPORTER LE RÉGIME DE BACHAR AL-ASSAD

Il existe désormais un problème communautaire en Syrie. Le régime de Bachar al-Assad est appréhendé comme alaouite et par conséquent illégitime. Il résiste parce qu'il a toujours le soutien des forces de sécurité, dominée par les alaouites ; mais ces derniers n'y sont sans doute plus majoritaires⁴⁷, sauf bien entendu dans les unités d'élite⁴⁸. Le régime est toujours soutenu par les minorités confessionnelles tandis que les Kurdes se montrent prudents. Le principal danger réside donc dans une communauté arabe sunnite unie. Pendant des décennies il était parvenu à la diviser en faisant jouer les clivages territoriaux, tribaux, ethniques, sociaux tout en s'efforçant de faire de la communauté alaouite un monolithe et de se donner une image de garant de la sécurité des autres minorités. Le développement, l'idéologie du parti Baath, la lutte pour la Palestine occupée et en définitive la Syrie seule contre tous, voilà autant d'éléments destinés à occulter également le noyautage de l'État par *'asabiya*⁴⁹ alaouite. Le mariage de Bachar al-Assad avec une sunnite et l'intégration de la bourgeoisie sunnite dans la périphérie de son *'asabiya*⁵⁰ constituent des tentatives supplémentaires pour diviser les sunnites quant à l'attitude à adopter à l'égard du régime. En effet, celui-ci se trouve en contradiction géopolitique avec la majorité de sa population qui voit d'un mauvais œil son alliance avec l'Iran chiite. À la Syrie

46. En 1962, le gouvernement syrien (non baathiste) effectua un recensement dans le Nord-Est de la Syrie en tenant compte de l'appartenance ethnique et religieuse ; la nationalité syrienne fut retirée à cent vingt mille Kurdes, désormais considérés comme étrangers, sur près d'un million ; en 2011, le nombre des *bidoun* (sans papiers) est estimé à 200 000.

47. L'augmentation du niveau de vie dans la communauté alaouite détourne la jeunesse de la carrière militaire.

48. La 1^{re} division dirigée par Maher al-Assad est à 100 % alaouite. L'aviation et les unités blindées sont elles aussi sous contrôle alaouite.

49. On traduit *'asabiya* par « groupe de solidarité » ; cette solidarité est le plus souvent fondée sur les liens familiaux, territoriaux et communautaires, l'objectif de toute *'asabiya* est la prise du pouvoir.

50. Cf. Fabrice Balanche, « El nuevo león de damasco no transformará Siria en un tigre económico », *Revista cultural* n°8, 10 años de Bashar al-Assad, Séville, septembre-octobre 2010.

de plus en plus liée aux pétromonarchies du Golfe pour son développement économique, l'alliance iranienne ne peut au demeurant apporter que des sanctions au fur et à mesure que l'hostilité grandit entre Iran et Arabie Saoudite.

À l'heure de la mondialisation, les populations syriennes ont conscience que leurs problèmes intérieurs sont liés à la géopolitique régionale. Le sentiment communautaire débordant les frontières car les minorités du Proche-Orient se sentent menacées dans un monde sunnite qui renforce son unité. Ce qui explique en partie l'alliance perçue d'Occident comme contre nature entre les chrétiens du général Aoun et le Hezbollah chiite au Liban et au niveau régional la réconciliation que cela impliquait entre le général Aoun et la Syrie de Bachar al-Assad⁵¹. Par contre, lorsque ce dernier évoque dans ses discours le complot extérieur pour expliquer les événements en Syrie, il oriente ses flèches contre les USA, Israël, Saad Hariri⁵² et la nébuleuse islamiste, mais se garde de mettre en cause le champion de l'Islam sunnite qu'est l'Arabie saoudite de peur d'un impact mobilisateur sur sa majorité sunnite. En outre, le régime syrien est le maillon faible de l'axe iranien (Liban-Syrie-Irak-Iran) en construction ; c'est donc sur lui que s'exercent de fortes pressions de la Turquie, nouveau gendarme du Proche-Orient, de l'Arabie saoudite et des États-Unis qui exigent un partage du pouvoir avec les islamistes modérés, soit à court terme la rupture avec l'Irak et la chute de la famille Assad.

Hafez al-Assad était parvenu à unir les alaouites derrière lui en les intégrant à l'appareil d'État et en agitant la peur de la revanche des sunnites s'il perdait le pouvoir. Actuellement, la communauté arabe sunnite commence à prendre conscience de sa force au fur et à mesure que le secteur privé se renforce et que les associations caritatives, à caractère pour l'essentiel confessionnel, fournissent les services que l'État providence n'est plus en mesure d'apporter⁵³. Les religieux et la bourgeoisie sunnites reconstituent leurs réseaux clientélistes (précédemment interdits) et maillent le territoire, tout comme dans les années 1960 et 1970 le régime baathiste s'était constitué une clientèle à travers la réforme agraire et la politique de développement⁵⁴. Depuis cette époque, la Syrie a beaucoup changé, la population s'est urbanisée et le niveau d'éducation a fortement progressé. Le système d'encadrement de la population est obsolète, car inadapté au contrôle des nouveaux territoires urbains. Enfin, la démographie opère contre le régime de Bachar al-Assad. La croissance démographique élevée rend caduque la politique de développement contrôlée dès lors qu'elle est incapable de résorber le chômage massif de la jeunesse. Mais, plus grave encore pour le régime, elle contribue à réduire la part relative des minorités confessionnelles, dont celle des alaouites, au profit de la communauté sunnite. Depuis les années 1980, les

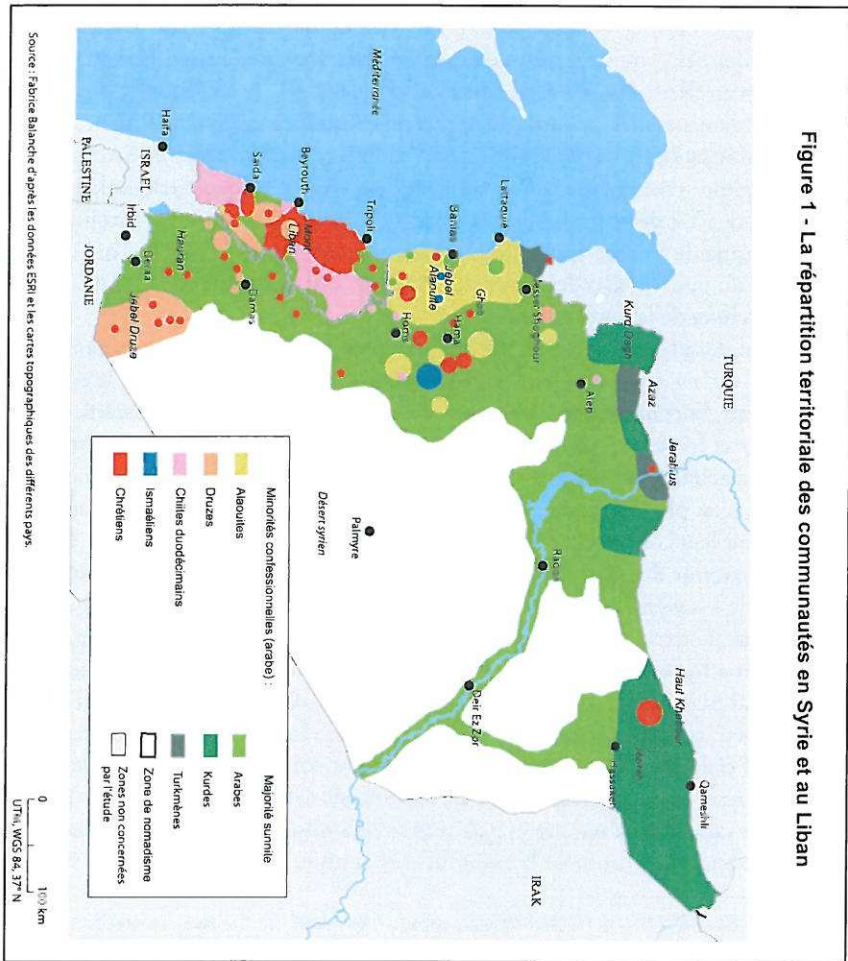
51. Cf. Fabrice Balanche, « Syrie-Liban : des relations complexes », *Moyen-Orient*, n° 2, octobre-novembre 2009.

52. Bachar al-Assad accuse la famille Hariri de financer des mouvements d'opposition en Syrie pour venger la mort de Rafic Hariri.

53. Cf. Thomas Pierrel, Selvik Kjetil, « Limits of authoritarian upgrading in Syria : private welfare, Islamic charities, and the rise of Zayid movement », *Middle East Studies* 41, 2009, Cambridge University Press.

54. Selon Raymond A. Hinnebusch, les paysans syriens étaient passés à cette époque des grands propriétaires terriens aux services de renseignement, cf. *Peasant and Bureaucracy in Ba'hist Syria*, Londres, Westview Press, 1989.

alaouites ont connu une transition démographique accélérée en raison du changement radical de statut de la communauté qui est passée de la paysannerie pauvre et illettrée à la fonction publique diplômée. La fécondité des alaouites a rapidement décliné, s'établissant aujourd'hui entre 2 et 2,5 enfants par femme, tandis que celle des sunnites reste deux fois plus élevée⁵⁵. Si le changement politique en Syrie ne résulte pas d'une intervention étrangère, de la crise économique ou de l'insurrection, il viendra à court terme de la démographie.



55. Cf. Yousef Courbage, *Le rendez-vous des civilisations*, Paris, Le Seuil, 2007, p.77.

Figure 2 - Les territoires de la révolte en Syrie

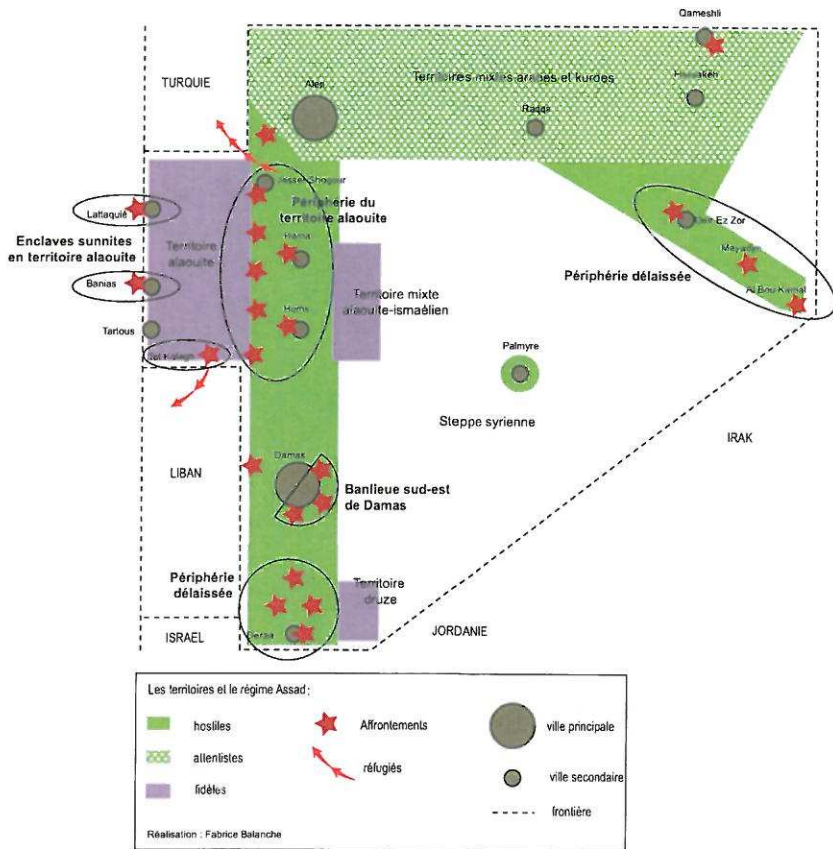


Figure 3 - Damas : le centre contre des périphéries populaires

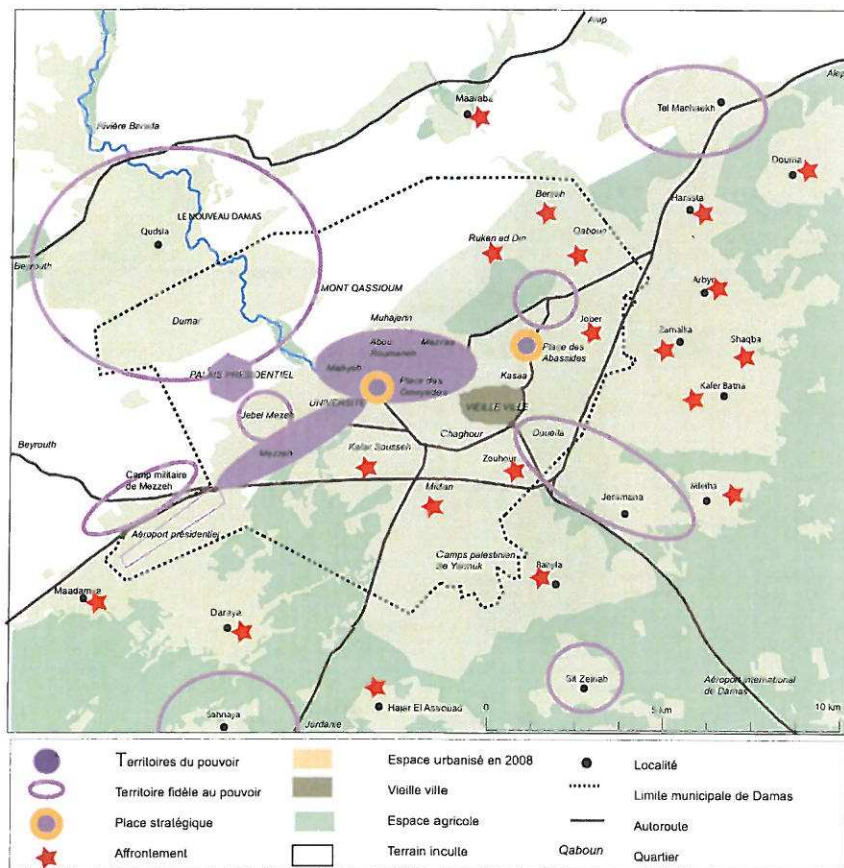


Figure 4 - La répartition des communautés à Lattaquié

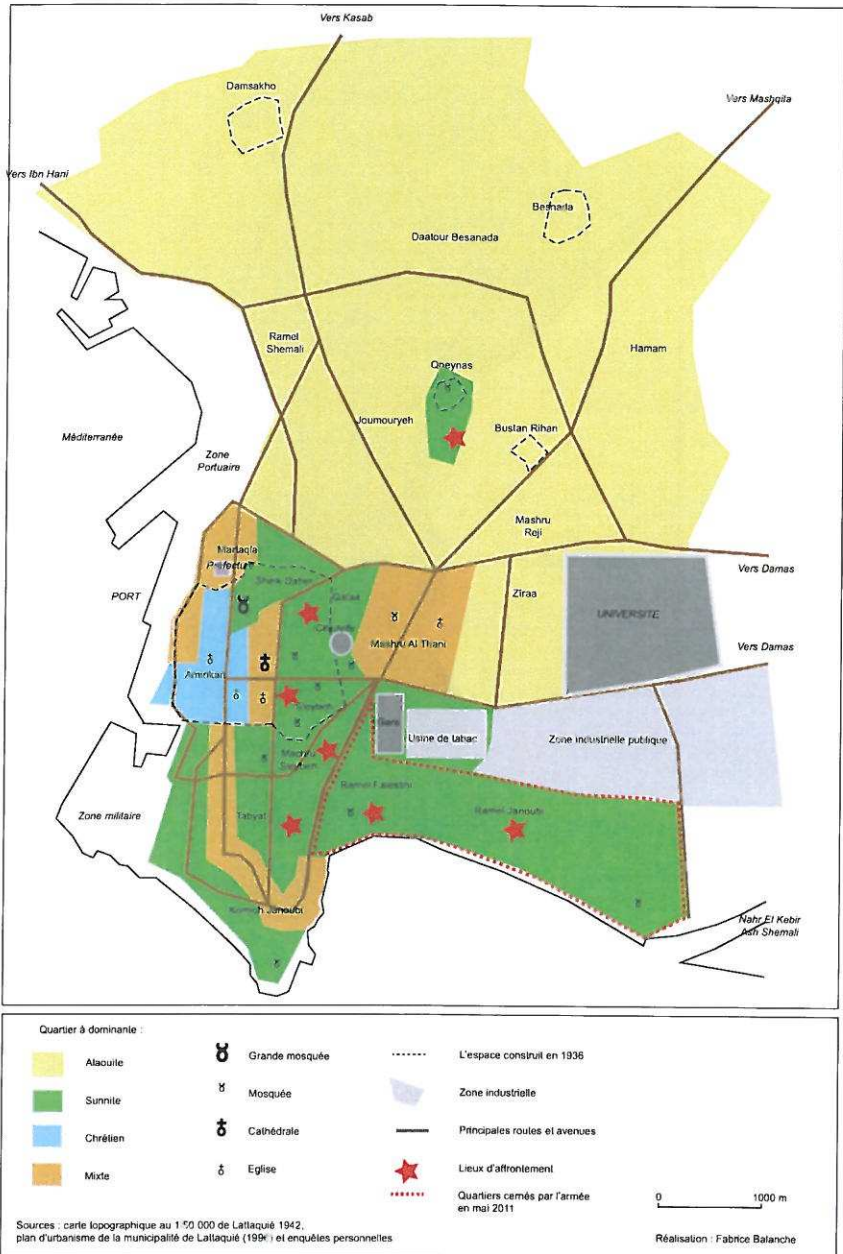
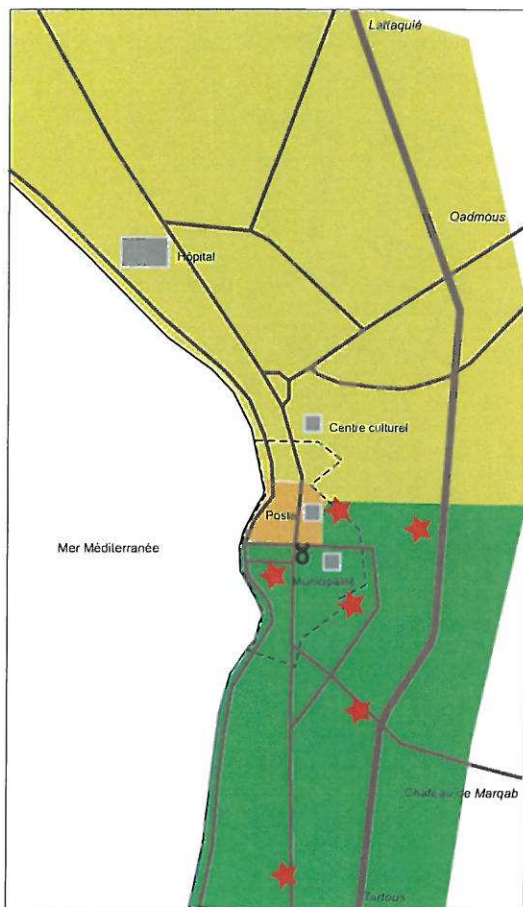


Figure 5 - La répartition communautaire à Banias



Quartier à dominante :

Alaouite

Sunnite

Mixte

Affrontements

Principales routes et avenues

L'espace urbanisé en 1940

Grande mosquée

Lieux publics

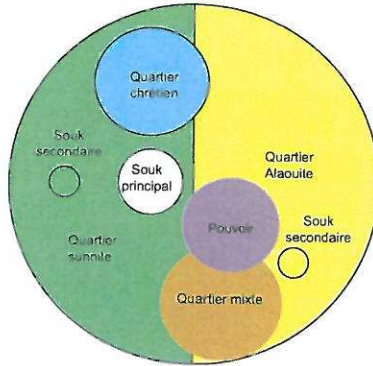
0 400 m

Sources : Plan d'urbanisme de la municipalité de Banias et enquêtes personnelles

Réalisation : Fabrice Balanche

Figure 6 - Modèles de ville coupée et de ville contrôlée en Syrie

Lattaquié : exemple de ville coupée



Damas : exemple de ville contrôlée

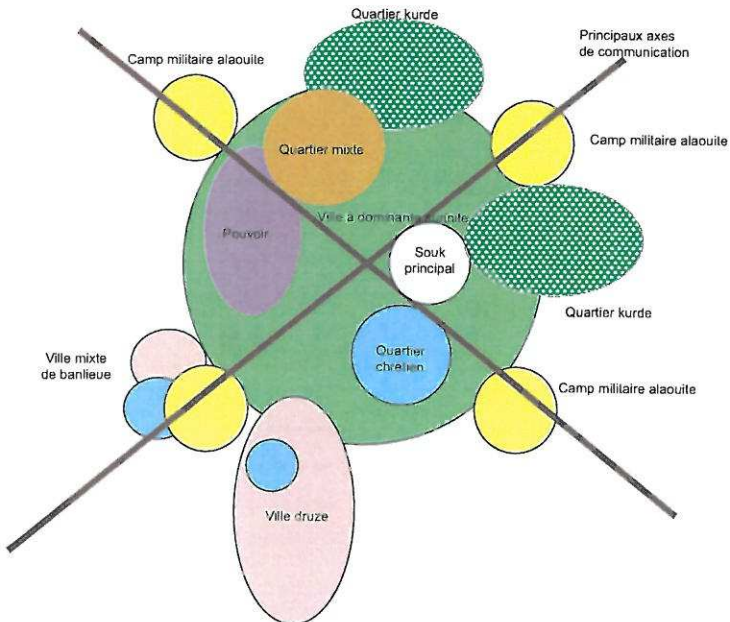


Figure 7 - La répartition des communautés à Homs

